

Question d'Europe
n°616
13 Décembre 2021

Europe-Inde : de nouveaux enjeux stratégiques

Karine LISBONNE DE VERGERON

Les derniers sommets Inde-Union européenne, qui se sont respectivement tenus le [15 juillet 2020](#) et le [8 mai 2021](#), ont permis de renforcer significativement la dimension stratégique de la relation bilatérale. L'Inde avait été l'un des premiers pays à établir des relations diplomatiques avec l'Union européenne lors de la rencontre, en 1961, entre des représentants de la CEE d'alors et de plusieurs diplomates indiens basés en Europe. Mais ce n'est finalement que bien plus tard qu'eut lieu le premier sommet de haut niveau entre l'Inde et l'Union européenne, à Lisbonne en juin 2000, marquant ainsi le début véritable de relations bilatérales sérieuses. Il fut suivi en 2005 par le lancement d'un « [partenariat stratégique](#) » entre les deux parties.

La volonté d'approfondissement de la coopération bilatérale manifestée ces dernières années est d'autant plus importante et nécessaire que les relations économiques et politiques entre l'Europe et l'Inde ont longtemps été définies, dans un premier temps avec les États membres pris individuellement, plutôt qu'avec l'Union européenne dans son ensemble. À cela s'ajoute une certaine inertie dans l'intensité du lien bilatéral au fil des années puisque les sommets bilatéraux Union européenne -Inde, bien qu'annuels en principe, furent bloqués entre 2012 et 2016 et que les négociations lancées en 2007 pour la conclusion d'un Accord de libre-échange sont encore en cours. Le resserrement stratégique du dialogue indo-européen, ces trois dernières années, marque donc un tournant important et souligne une volonté claire d'avancer sur des sujets majeurs d'intérêts communs pour dépasser la politique du cas par cas et donner à la relation bilatérale une hauteur de vue plus stratégique dans le temps.

L'IMPACT DU BREXIT SUR LA RELATION EUROPE-INDE

Comment qualifier l'impact du Brexit sur la relation indo-européenne, alors que le Royaume-Uni entretenait avec l'Inde une relation privilégiée en raison de leurs histoires communes ? Sur un plan bilatéral, le Royaume-Uni n'était pas seulement considéré par les Indiens comme une première passerelle vers l'Union européenne et ses marchés, mais aussi comme une base pour tout lobbyiste de New Delhi au sein de l'Union[1]. Le Royaume-Uni était ainsi traditionnellement le principal partenaire européen de l'Inde pour des raisons historiques et socio-économiques. Le pays était le premier bénéficiaire des échanges d'étudiants indiens dans l'Union européenne, représentant environ 40% du total de l'Union (45 000 étudiants indiens) en 2015-2016, bien que la tendance se soit progressivement déplacée vers le continent. L'Europe attirait déjà ; l'Allemagne accueillait plus de 14 000 étudiants en 2016 (une augmentation de 15% par an) avant le Brexit et la France connaissait également une croissance à un rythme important, avec 4 500 étudiants la même année.

Le Brexit a essentiellement changé la donne car l'Inde a souhaité, assez rapidement après le referendum britannique de juin 2016, renforcer ses liens stratégiques avec Berlin et Paris, ses deux nouveaux partenaires clés en Europe. L'Allemagne est en effet le premier partenaire économique de l'Inde au sein de l'Union européenne. Alors que l'économie allemande reste la plus importante d'Europe, les analystes indiens en politique étrangère continuent fréquemment d'anticiper que les relations économiques bilatérales pourraient être plus fortes notamment par rapport aux flux commerciaux de l'Allemagne avec la Chine. Cela est plus particulièrement vrai lorsque l'on considère les besoins futurs de l'Inde

[1] Pramit Pal Chaudhuri, "Of expats and corporates: Why India wants Britain to remain in Europe", 2016.

Europe-Inde : de nouveaux enjeux stratégiques

en infrastructures, notamment dans le secteur des énergies renouvelables. Dans l'ensemble, les relations indo-allemandes ont permis, ces dernières années, d'importantes initiatives en matière de recherche avec, par exemple, la création du Centre conjoint indo-allemand Max Planck sur les sciences informatiques à New Delhi ou la mise en place d'un groupe de discussion de haut niveau sur les nouvelles technologies.

De son côté, lors de la visite du président Emmanuel Macron en Inde en mars 2018, la France a souligné sa volonté de devenir le premier partenaire stratégique de l'Inde en Europe. Pour certains experts, avec le Brexit et l'affaiblissement du leadership d'Angela Merkel lié à son retrait, le Président français s'est ainsi positionné comme l'interlocuteur le plus crédible d'Europe[2]. Parmi les États membres de l'Union, la France reste le pays européen considéré par les experts indiens de défense comme le partenaire le plus naturel dans le domaine militaire et les questions de sécurité[3], ne serait-ce qu'au travers de la vente des avions de chasse Rafale en 2016, celle des sous-marins Scorpène en 2005 ou encore la coopération franco-indienne dans les chasseurs Mirage et leur mise à niveau. A ceci s'ajoute également une coopération franco-indienne renforcée autour de l'[Alliance Solaire Internationale](#) et les questions énergétiques liées au changement climatique, un enjeu majeur pour le développement futur de l'Inde.

Sur le plan politique et géostratégique à l'échelle européenne, l'impact du Brexit sur la relation Union européenne-Inde a donc finalement été très limité. Les relations indo-européennes se sont au contraire intensifiées ces cinq dernières années. Le [sommet du 6 octobre 2017](#) a déjà permis de confirmer la volonté d'adopter une déclaration sur la coopération dans la lutte contre le terrorisme en vue d'approfondir la relation stratégique. L'Europe et l'Inde avaient alors résolu d'intensifier leur coopération par des consultations bilatérales régulières, la possibilité de partager des informations et de s'engager dans des activités de renforcement de capacités, telles que la formation. L'importance de contacts réguliers de haut niveau pour améliorer la compréhension mutuelle avait également été réaffirmée. Dans ce contexte, les manœuvres conjointes entre les forces navales européennes et indiennes au large des côtes de la Somalie ont été considérées comme un exemple réussi de coopération. Cette dynamique a été renforcée en novembre 2018 par une [Communication conjointe](#) proposant de nouveaux éléments pour une stratégie de l'Union européenne envers l'Inde en vue d'intégrer des perspectives de coopération sur dix à quinze ans. A noter, en

particulier, la proposition conjointe de l'Union européenne et de l'Inde d'unir leurs forces pour consolider l'ordre mondial fondé sur le principe du multilatéralisme avec l'ONU et l'OMC en son cœur. La stratégie cherchait, en outre, à développer une approche partagée pour relever les défis mondiaux, ainsi que des réponses aux menaces sécuritaires et aux enjeux régionaux. La [feuille de route à l'horizon 2025](#), agréée lors du 15e sommet Inde-Union européenne de 2020, confirme encore davantage la volonté de renforcer la coopération dans de nombreux secteurs et, notamment, en matière de sécurité avec la création de consultations régulières entre les deux parties, d'un échange sur les priorités stratégiques respectives de gestion de crise et de maintien de la paix, ainsi que le renforcement général des relations militaires.

Un dialogue de haut niveau Inde-Union européenne a également été lancé en février 2021 afin d'apporter une direction politique plus globale au dialogue économique bilatéral sur le commerce et les investissements. Or, c'est précisément sur le plan économique que l'impact du Brexit a été le plus visible. En 2020, l'Union européenne -post-Brexit- est devenue le troisième partenaire commercial de l'Inde, représentant 11,2% du commerce indien, derrière la Chine (12,1%) et les États-Unis (11,8%) alors que l'Union européenne occupait, depuis de nombreuses années, la première place. Conséquence inévitable du Brexit, ce léger déclassement vaut aussi pour la part relative de l'Inde dans le commerce européen. Le pays est le dixième partenaire commercial de l'Union européenne totalisant 1,8% du commerce européen contre 2,3% en 2019. Le Royaume-Uni représentait, à lui seul, 1,9% du commerce mondial de l'Inde pour la période d'avril 2017 à avril 2018, après l'Allemagne (2,9%) et juste avant la France (1,5%). Ceci étant, et contrairement à ce que l'on aurait pu attendre, des analyses plus approfondies ont montré que le Royaume-Uni n'avait pas réussi à capter une grande partie de l'augmentation bilatérale du commerce entre l'Inde et l'Union européenne au fil du temps. Le commerce UE-Inde a plus que triplé entre 2000 et 2016, les exportations de l'Union passant de 9,8 milliards € en 2000 à 33,8 milliards € au moment du vote sur le Brexit, et les importations de 10,1 milliards € à 32 milliards €. Mais la valeur des exportations et des importations britanniques sur cette même période a comparativement stagné[4].

[2] Kanwal Sibal, "Why French President Macron's visit to India is important", 2018

[3] Karine Lisbonne de Vergeron, "India and the EU: What opportunities for defence cooperation?" 2015.

[4] Demertzis Maria et Alexander Roth, "India's trade ties with the UK and the EU", 2017.

UN PARTENARIAT DE PLUS EN PLUS STRATÉGIQUE

Alors que l'Inde devient de plus en plus active sur la scène internationale, son intérêt pour l'Union européenne se renforce avec la conviction qu'elle doit pouvoir forger une meilleure relation. Les négociations en vue d'un accord bilatéral de libre-échange Inde-Union européenne, suspendues depuis 2013, ont été formellement relancées en mai 2021 afin de renforcer la coopération. Les échanges commerciaux indo-européens avaient en effet augmenté de plus de 70% entre 2009 et 2019 alors que l'Inde constitue une alternative intéressante pour la diversification des chaînes d'approvisionnement européennes. La question des exportations et celles des investissements sera au cœur de la reprise économique post-pandémie de l'Inde. Cette initiative pourrait s'accompagner dans le temps d'un traité complémentaire d'investissement bilatéral et/ou d'un accord d'indications géographiques afin de conforter le dynamisme des échanges économiques. La conclusion de ce nouvel accord pourrait néanmoins prendre encore quelques mois, voire quelques années, avant que les parties puissent trouver un terrain d'entente solide. Pour de nombreux experts indiens, l'Inde devrait d'abord chercher à conclure son accord de libre-échange en cours de négociation avec le Royaume-Uni avant de se concentrer sur ses négociations avec l'Union européenne.

Dans le même temps, l'Inde a consolidé sa position de puissance régionale. Elle est devenue membre du Conseil des droits de l'Homme des Nations unies de 2019 à 2021, membre du Conseil de sécurité des Nations unies en 2021-2022 et devrait prendre la présidence du G20 en 2023. Son ministre des Affaires étrangères, Subrahmanyam Jaishankar, plus europhile que certains de ses prédécesseurs et personnellement intéressé par l'Europe centrale, semble jouer un rôle significatif dans le développement d'une nouvelle approche plus positive envers l'Europe. En effet, l'Union européenne a été longtemps considérée comme occupant une place très secondaire dans l'ascension de l'Inde vers la prospérité et la puissance, malgré ses liens avec le Royaume-Uni[5]. La plupart des stratèges indiens ont longtemps été sceptiques quant aux perspectives de l'Europe à moyen terme, notamment parce qu'ils étaient plus optimistes envers les États-Unis après la reconnaissance américaine du statut de l'Inde comme puissance nucléaire suite à « l'Accord stratégique » indo-américain conclu en 2006. Précisons simplement, par exemple, qu'après son élection en 2014, la première visite faite par le Premier ministre indien, Narendra Modi, en Europe (la France et l'Allemagne en avril 2015, puis le

Royaume-Uni en novembre 2015) le fut uniquement après de premiers voyages internationaux au Brésil, au Japon, aux États-Unis, en Australie et même aux îles Fidji.

Le rapport du ministère indien des Affaires étrangères sur la politique étrangère du gouvernement intitulé « [Breakthrough Diplomacy : New Vision, New Vigour](#) » de 2015 ne consacrait alors que deux pages à l'Europe, sur quelque cent-vingt au total, contre plus de quatorze pour l'Afrique. Cette dynamique était due en partie au manque de ressources du ministère dont les capacités ont été accrues ces dernières années et devraient encore croître de façon significative. Son département couvrant l'Europe centrale avec quelque vingt-et-un pays sur une répartition géographique allant de la Turquie à la Finlande ne compte cependant encore... que cinq spécialistes.

Conséquence de son développement géopolitique, l'Inde perçoit de plus en plus l'Europe comme un interlocuteur important dans un certain nombre de domaines-clés. La dimension climatique est, en ce sens, un secteur très prometteur pour l'approfondissement des liens bilatéraux. De nombreux experts indiens s'accordent sur le fait que beaucoup de programmes et d'initiatives européens en matière de transition énergétique et de réponses au changement climatique sont adaptés aux besoins de leurs pays et convergent avec les objectifs de développement indien ; par exemple, dans les secteurs des technologies propres ou d'aide européenne pour le programme de parcs solaires en Inde.

Le pays compte augmenter sa part d'énergie propre à 50% d'ici 2030 et viser la neutralité carbone d'ici 2070. Ces projets sont souvent menés au niveau local, en coopération étroite avec des agences gouvernementales, notamment dans le domaine de l'assainissement environnemental. Par ailleurs, une réflexion plus approfondie sur les conséquences possibles du changement climatique sur les migrations de population et la sécurité à long terme pourrait permettre de mieux répondre aux défis qui se posent dans le temps[6]. L'Inde est en effet particulièrement vulnérable au changement climatique et le rapport du GIEC de 2018 estimait qu'une seule augmentation des températures de 0,5° Celsius réduirait la récolte indienne de riz par hectare de plus d'un sixième. A ceci s'ajoute un risque important de pénurie d'eau d'ici 2030 dans le pays et, plus généralement, en Asie du Sud-Est, faisant du risque de migration de population un problème important à long terme[7].

La pandémie de Covid-19 semble avoir renforcé l'intérêt

[5] Karine Lisbonne de Vergeron, « [L'Europe vue de Chine et d'Inde depuis la crise : nouvelles perspectives des grands émergents asiatiques](#) », 2011.

[6] Gulshan Sachdeva et Karine Lisbonne de Vergeron, « [Improving EU-India understanding on Russia](#) », 2019.

[7] Anatol Lieven, [Climate Change and the Nation State](#), [The Realist Case](#), 2021.

de l'Europe pour l'Inde dans le domaine de la santé, de la coopération pharmaceutique et de la recherche médicale, alors que le pays est confronté à la nécessité de moderniser et d'améliorer ses infrastructures de santé, domaine dans lequel la compétence de l'Union européenne et ses normes sont largement reconnues par les experts indiens. De nouvelles initiatives seront nécessaires pour approfondir les échanges et renforcer, notamment, la coopération entre universités, laboratoires de recherche et laboratoires pharmaceutiques. Enfin, les effets bénéfiques des initiatives européennes en matière de diplomatie publique et d'échange entre les peuples gagneraient à être intensifiés.

Les programmes de diplomatie publique développés au sein de la Délégation de l'Union européenne en Inde afin d'améliorer la compréhension mutuelle, de faire progresser les relations bilatérales et d'approfondir la coopération dans tous les domaines d'intérêt commun ont permis, depuis 2015, la mise en œuvre d'activités de coopération ciblées. De nombreuses initiatives comme la tenue de Journées européennes au sein d'universités indiennes, la foire virtuelle européenne pour l'enseignement supérieur ou un voyage d'études de jeunes diplomates indiens au sein des institutions européennes ont permis d'accroître la visibilité de l'Union européenne auprès d'étudiants, de chercheurs et de membres du gouvernement indien. Reste néanmoins le manque de compréhension persistant à un niveau plus régional et la nécessité de veiller à ce qu'une partie des actions de diplomatie publique de l'Union européenne tienne compte de la dimension plus locale de l'Inde à la fois par le biais des médias mais aussi par des contacts accrus avec les élites politiques locales et le grand public afin de renforcer la visibilité stratégique de l'Europe à plus long terme.

UNE NOUVELLE DONNE DANS L'INDOPACIFIQUE

Alors que l'Indopacifique s'impose de plus en plus comme le nouveau centre de gravité géostratégique du XXI^e siècle, dans un contexte de compétition sino-américaine intensifiée, l'Union européenne s'est dotée le 16 septembre dernier de sa [première stratégie européenne pour la région](#). Cette nouvelle stratégie s'accompagne de la nomination d'un nouvel envoyé spécial de l'Union européenne pour l'Indopacifique depuis le 1^{er} septembre 2021 et entend œuvrer autour de quelques grandes priorités : la prospérité durable et inclusive, la gouvernance et les partenariats numériques, la sécurité et la défense (sécurité maritime et cybercriminalité). Dans l'ensemble, ce nouvel engagement européen dans l'Indopacifique a été perçu de

façon très positive par New Delhi, l'océan Indien étant ainsi le cœur économique et politique de l'Inde.

Parmi les Etats membres, la France est de loin le premier partenaire de l'Inde dans la région. Plus de 90% de la zone économique exclusive française est également située sur les deux océans, alors que cet espace devrait contribuer d'ici 2030 à près de 60% du PIB mondial et qu'environ 30% des échanges vers l'Union européenne transitent par la région. L'Indopacifique concentre de nombreux enjeux dont notamment celui du commerce des hydrocarbures ainsi que le passage de câbles sous-marins et revêt donc une importance stratégique cruciale pour l'Union européenne et l'Inde. Les intérêts Inde-Europe convergent en ce sens afin que la région demeure un espace libre, ouvert et inclusif ainsi qu'une zone de concurrence loyale.

Dans ce contexte, l'annonce, sans consultation préalable avec la France, du partenariat AUKUS entre les États-Unis, l'Australie et le Royaume-Uni le 15 septembre dernier, la veille du lancement de la nouvelle stratégie européenne pour l'Indopacifique, a eu l'effet d'un choc pour la France et pour l'Europe. Cet accord signifiait non seulement la perte du contrat existant entre Paris et Canberra pour la commande de douze sous-marins conventionnels et son remplacement par la vente de sous-marins nucléaires de technologie américaine, mais aussi qu'un allié et ami n'avait pas été informé, ne serait-ce que quelques heures avant l'annonce officielle. La surprise fut d'autant plus grande que le contrat français aurait permis de fournir à l'Australie des capacités supplémentaires de défense d'ici à 2030 par rapport à l'échelonnement prévu par l'alliance actuelle jusqu'à 2040. Plus précisément, AUKUS semble signaler un retour de l'Anglosphère où le Royaume-Uni souhaiterait jouer un rôle pivot, bien que très mineur puisque toutes les technologies sont basées aux États-Unis. Cette nouvelle alliance ne modifie cependant pas les ambitions de la stratégie européenne de coopération dans la région qui apparaît, de fait, encore plus pertinente[8].

La position de l'Inde sur ce dossier a été officiellement celle d'une absence d'opinions affichées. Plusieurs experts et stratèges indiens ont néanmoins souligné la complémentarité potentielle du partenariat AUKUS avec le [QUAD](#), dialogue quadrilatéral de sécurité entre les États-Unis, l'Inde, le Japon et l'Australie initialement formalisé en 2007, dont le but principal actuel est de se concentrer sur la coopération en matière de partage de technologies et de chaînes de valeur entre ses pays membres. Le Quad prévoit ainsi des groupes de travail dans nombre de secteurs dont l'approvisionnement des semi-conducteurs ou

[8] Christophe Penot, « [Le renforcement de l'engagement de la France en Indopacifique se poursuit](#) », 2021,

la 5G, ainsi que l'échange d'étudiants de haut niveau dans des domaines de pointe[9]. Par ailleurs, les États-Unis semblent confirmer leur intérêt de renforcer la coopération bilatérale avec l'Inde en matière d'intelligence artificielle et d'informatique quantique. Les liens en termes de recherche sont déjà significatifs puisque le pays accueille près de 75% des chercheurs indiens à l'étranger dans ces deux domaines de recherche.

De façon concomitante, l'Inde a souhaité réaffirmer son soutien au rôle de la France dans l'Indopacifique et son intérêt premier de continuer à travailler avec la France, notamment en matière de défense et de sécurité. Un premier dialogue trilatéral entre la France, l'Inde et l'Australie avait eu lieu en septembre 2020 avec pour objectif le renforcement de la coopération dans l'espace indopacifique. La France et l'Inde avait également renforcé leur coopération dans l'océan Indien ces dernières années notamment avec le lancement de patrouilles communes depuis l'île de la Réunion en mars 2020. Les deux pays échangent par ailleurs depuis 2017 des informations sur la situation maritime dans l'océan Indien en vertu de l'accord bilatéral d'échange d'informations sur les navires civils. Depuis l'accord de coopération militaire réciproque de mars 2018, les navires de la marine française et indienne bénéficient également d'un accès réciproque aux ports indiens et aux bases militaires françaises pour leur réapprovisionnement[10]. Alors que la France reste le premier partenaire de défense de l'Inde au sein de l'Union européenne et que les échanges dans le secteur de la défense se sont intensifiés ces dernières années – et pourraient continuer à s'accroître compte tenu des besoins complémentaires à venir de l'Inde en matière maritime ou d'avions de cinquième génération, plusieurs analystes indiens soulignent l'importance

d'une nouvelle fenêtre d'opportunité pour l'Inde afin d'accroître sa coopération avec la France et, par extension, avec l'Europe dans la région.

Alors que les relations bilatérales indo-européennes n'ont pas encore atteint leur plein potentiel, le regain de volonté politique de ces derniers mois confirme l'importance stratégique du renforcement de la relation bilatérale Inde-UE tant sur un plan économique que géopolitique dans le contexte d'un renforcement de l'Indopacifique. Les réponses de l'Union européenne et sa nouvelle stratégie pour la région seront essentielles pour éviter à long terme un risque de « périphérisation » de l'Europe alors que de nouveaux grands enjeux économiques, de connectivité, de recherche et de développement se concentrent sur cet espace. Cette dynamique, renforcée il y a peu par l'alliance AUKUS, souligne le caractère urgent pour l'Union européenne de se doter enfin d'une plus grande autonomie stratégique et d'une plus grande unité en matière de défense et de sécurité pour pouvoir continuer à peser dans le temps dans les affaires du monde et faire valoir ses intérêts ainsi que ses valeurs.

[9] Prमित Pal Chaudhuri, « [Quad, the emergence of a genuine counterweight to China](#) », 2021

[10] Rapport du Sénat n°584, « [L'Inde, un partenaire stratégique](#) », 2020

Karine Lisbonne de Vergeron

Directrice associée et responsable du Programme Europe du Global Policy Institute.

Membre du comité scientifique de la Fondation.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.